

DÉCLARATION DU BUREAU DE DIRECTION DE LA C.E.C.C.
SUR LA SITUATION POLITIQUE AU CANADA

Depuis plusieurs mois déjà, le pays tout entier est engagé dans un débat vital concernant l'Accord du Lac Meech. Plus approche l'échéance fixée pour sa ratification, plus se font sentir des appréhensions de toutes sortes provoquées par la gravité des décisions auxquelles nos gouvernants ont à faire face.

En ce moment de tension, les évêques catholiques du Canada sentent le besoin de dire publiquement leur solidarité avec leurs concitoyens et concitoyennes. Cette même solidarité, ils l'ont d'ailleurs déjà exprimé à l'occasion du Centenaire de la Confédération en 1967. Pour ne pas rester indifférents aux grandes interrogations de l'heure, ils ont publié, à ce moment, une lettre collective sur les diverses options politiques au Canada, lettre dont le contenu est encore d'une très grande actualité (1).

Certes, la coexistence de groupes linguistiques et culturels différents n'est pas facile. On pourrait même dire que la solution aux malaises qu'elle suscite est toujours à réinventer. Mais l'effort en vaut la peine. L'expérience canadienne a souvent soulevé l'admiration et servi d'inspiration à des groupes en recherche d'arrangements politiques marqués de respect mutuel et de coopération. Une

(1) "Les évêques et les diverses options politiques au Canada". Lettre collective des évêques catholiques du Canada à l'occasion du centenaire de la Confédération, le 7 avril 1967.

parole du pape Jean-Paul II, lors de sa visite à Winnipeg le 16 septembre 1984, nous revient à l'esprit: "L'expérience historique des deux peuples fondateurs du Canada, qui se sont soudés pour vivre dans un respect réciproque, assurant l'identité culturelle unique de chacun d'eux, a providentiellement créé ce climat de la diversité culturelle qui est la caractéristique du Canada aujourd'hui. Par cette interaction multiculturelle, le Canada non seulement offre au monde une vision créatrice de la société, mais il lui donne un exemple frappant d'unité entre ce qu'il croit et ce qu'il vit."

Ce qu'on appelle le problème canadien a sans doute des aspects proprement politiques et techniques. Cependant, il est avant tout un problème humain très profond qui engage des valeurs capitales. D'où l'importance des attitudes spirituelles que chacun adoptera pour le solutionner véritablement.

Quel que soit le régime politique que se donnent les habitants de nos régions, la géographie, l'histoire, l'économie les amèneront toujours à entretenir entre eux des rapports, et ces rapports devront être inspirés par un idéal de bienveillante coopération. Par le passé, les Canadiens ont si souvent prouvé leur détermination à sauvegarder la paix dans le monde qu'ils sauront bien, nous en sommes certains, se faire chez eux aussi les bâtisseurs d'un régime de paix.

La confédération canadienne est caractérisée par la présence d'une population importante de langue française. Celle-ci est enracinée en ce pays depuis près de quatre siècles. Elle enrichit la mosaïque canadienne;

elle est une de ses composantes fondamentales. Elle pose parfois des défis à l'ensemble et elle peut apparaître à certains difficile à saisir. Mais elle invite cet ensemble à la compréhension et à la collaboration. Notre expérience personnelle comme membres d'une Conférence d'évêques bilingue et biculturelle raffermirait en nous cette conviction.

En outre, la longue expérience de notre coexistence nous impose à tous, francophones et anglophones, le devoir d'être encore plus accueillants envers ces autres Canadiens et Canadiennes qui deviennent nos partenaires dans la recherche d'un avenir meilleur pour notre pays.

Il appartient à la population du Canada de déterminer les formes de son vivre-ensemble. Loin de niveler les différences qui nous distinguent les uns des autres et nous enrichissent, l'arrangement politique doit respecter les droits des personnes et des groupes; il doit accorder à tous et à chacun, y compris aux autochtones qui jouissent du privilège des premiers arrivés, l'espace vital qui leur permette d'atteindre leur plein épanouissement.

Notre rôle comme évêques n'est pas de proposer aux gouvernements ou à la population les accords qui favoriseront le mieux le développement et l'harmonie. Ces accords émergeront d'un dialogue sérieux qui sache se fixer sur l'essentiel et où, dans un grand effort de dépassement d'intérêts particuliers, les participants s'écoutent et cherchent à se comprendre. Notre rôle est plutôt de rappeler à tous leur responsabilité: respecter les droits des personnes et des groupes, s'abstenir de toute forme de violence, verbale, émotive ou autre.

Notre pays est fait d'une vaste majorité chrétienne dont l'idéal d'amour fraternel est également partagé par de nombreuses personnes appartenant à d'autres confessions religieuses. La foi fournit à la solidarité humaine des bases encore plus convaincantes que celles qui la feraient reposer sur le pur partage d'une même aventure cosmique. Il y a de la place pour tous au jardin du Créateur. Dans le coin de ce jardin que nous occupons ici au Canada, que tous puissent vivre librement et en paix, solidaires les uns des autres dans le bonheur et le malheur.

Nos gouvernants sont à l'heure présente investis d'une lourde responsabilité. Nous les assurons de notre intérêt et de notre prière au moment où ils poursuivent leurs efforts pour redéfinir et préciser les conditions de nos relations futures en terre canadienne.

- + Robert Lebel
Évêque de Valleyfield
Président
 - + Thomas B. Fulton
Évêque de St. Catharines
Vice-président
 - + Jean-Guy Hamelin
Évêque de Rouyn-Noranda
 - + James H. MacDonald
Évêque de Charlottetown
- Membres du Bureau de direction
de la C.E.C.C.**

le 7 juin 1990